

## **5 mars dans l'ESR : pour défendre les conditions de travail et d'études**

Le désengagement de l'Etat du service public d'enseignement supérieur et de recherche a des conséquences directes et dramatiques sur nos conditions d'études et de travail.

Dans les établissements, ce sont des millions d'euros qui manquent pour pouvoir fonctionner correctement. Ponctionner les fonds de roulement ne peut en aucun cas être une solution.

Partout, les personnels se précarisent, des postes sont gelés voire supprimés, et les formations rabotées. Cette situation n'est plus tenable. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités et mettre un terme à l'austérité qui asphyxie les établissements, universités comme organismes de recherche, afin d'assurer des conditions de travail et d'études décentes.

Dans plusieurs établissements, les personnels et les étudiants se mobilisent. À Paris Sud, ils luttent pour sauver leurs formations – avec le maintien du recrutement d'ATER - et leur budget. À Paris 13, personnels et étudiants agissent contre des suppressions de postes et à Paris 8 pour les salaires et les conditions de travail. Les organismes de recherche sont soumis aux injonctions du ministère. Au CNRS, les organisations syndicales s'élèvent contre le futur contrat d'objectifs qui sera présenté au Conseil d'Administration du 26 mars. A l'IRSTEA, les personnels poursuivent, à l'appel de l'intersyndicale, une grève de la saisie de leurs indicateurs d'activités pour exiger de l'Etat qu'il remplisse ses obligations de financement des charges structurelles.

A Lyon 2, les enseignants vacataires enseignaient sans contrat de travail et sans être rémunérés. Après plusieurs rassemblements sous les fenêtres de la DRH, l'organisation de la rétention des notes du premier semestre et une grève qui dure depuis 5 semaines, la présidence a dû, sous la pression, accélérer les procédures et instaurer une mise en paiement exceptionnelle pour certains. La situation n'est cependant pas régularisée pour tous et leurs autres revendications ont pour le moment été rejetées. Cette mobilisation entend défendre les conditions de travail des vacataires et par là même la qualité de la formation des étudiants.

Les organisations syndicales signataires appellent les étudiants et les personnels de l'ensemble du territoire national à se mobiliser le jeudi 5 mars, à faire grève, se rassembler, débattre, pour défendre leurs conditions d'études et de travail.

### **Les organisations syndicales signataires revendiquent :**

- un accès libre et gratuit à l'enseignement supérieur public ;
- l'abrogation de la LRU ;
- un plan pluriannuel ambitieux de création d'emplois de titulaires d'enseignants-chercheurs, de chercheurs, d'ingénieurs, d'administratifs et de techniciens pour résorber la précarité et répondre aux besoins en matière d'enseignement supérieur et de recherche ;
- une augmentation significative du financement de base de l'Etat pour les formations, les laboratoires et les services.

**Rassemblement jeudi 5 mars à 10h sur le campus des quais**  
**(Rendez-vous devant le site, au 18 Quai Claude Bernard)**  
**AG à 14h sur le campus de Bron**



**et le Collectif des Vacataire de Lyon 2**

